

***Bamako, Mali, 26 octobre (Infosplusgabon) - Le mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), s'est dit trahi, lors d'une assemblée générale tenue samedi à Bamako, par le comité national pour le Salut du peuple (CNSP), junte militaire qui a pris le pouvoir au Mali le 18 août dernier, parachevant ainsi les manifestations organisées à partir du 5 juin 2020, par le M5-RFP qui réclamait la démission de l'ancien président Ibrahim Boubacar Kéita, pour "mauvaise gouvernance" et "mauvaise gestion" de la crise multiforme que connaît le pays.***

"Tous les engagements pris, même sous serment d'officier, ont été violés, les conclusions des concertations sur la Transition ont été falsifiées, le président et le Premier ministre de la Transition ont été choisis par malice et fraude et les textes régissant la Transition n'ont respecté aucune règle", a déclaré Choguel Kokalla Maiga, un des responsables du mouvement.

En quelques semaines, a-t-il dit, "l'espoir s'est transformé en défiance, la confiance en déception et la Transition s'achemine vers une inéluctable impasse", ajoutant que le M5-RFP ne laissera personne empêcher l'émergence d'un Mali nouveau, n'acceptera pas la restauration en cours et dénoncera et combattra les complots de plus en plus manifestes contre le peuple. Nous ne laisserons personne perpétuer le régime de l'ancien président IBK sans IBK".

Dans les organes et institutions ou en dehors, le M5-RFP entend poser les bases solides d'une refondation du Mali basée sur des objectifs clairs dont l'ancrage durable du Mali dans la paix, la sécurité, l'unité nationale, le recouvrement de l'intégrité du territoire national et de la souveraineté du Mali, une gouvernance vertueuse fondée sur une lutte implacable contre la corruption, le traitement diligent des rapports de vérification (ceux disponibles et ceux élaborés pendant la transition), l'audit des finances publiques (dont celui de la dette) des institutions de la république, des ministères et grandes structures publiques et de l'aliénation du patrimoine de

l'Etat.

le mouvement entend également lutter pour la consolidation du système démocratique, pour les réformes politiques et institutionnelles et pour l'organisation d'élections crédibles, la consolidation de l'Etat de droit, l'amélioration des conditions de vie des populations, la relance de l'économie et le soutien aux secteurs sinistrés par la Covid-19.

Dans cette optique et toujours en toute "légitimité", le M5-RFP réclame, "comme un dû, la présidence et le quart des membres du Conseil national de Transition (CNT) pour encore une fois se donner les moyens politiques et institutionnels du changement et de la refondation et invite les maliennes et maliens à rester mobilisés et déterminés pour une rupture véritable avec l'ancien système qui perdure et pour un changement réel par la Refondation du Mali", a insisté Choguel Kokalla Maiga.

Le CNT est l'organe prévu dans la charte de la Transition, qui fera office d'un parlement. Il sera composé de 121 membres civils et militaires et jouera un grand rôle dans la refondation de l'Etat à travers des réformes profondes.

En dépit du rôle prépondérant joué par le M5-RFP dans la chute de l'ancien régime, aucun de ses membres n'a été appelé au gouvernement par la junte militaire, rappelle-t-on.

FIN/ INFOSPLUSGABON/AGF/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon